

Les témoins

Jean-Bernard Racine

Volume 39, Number 108, 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022530ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022530ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Racine, J.-B. (1995). Les témoins. *Cahiers de géographie du Québec*, 39(108), 537–548. <https://doi.org/10.7202/022530ar>

Les témoins

Jean-Bernard Racine

Faculté des Lettres

Université de Lausanne

L'essence de l'homme ne serait-elle pas
d'être un être qui peut témoigner?

Être et avoir, Gabriel Marcel

Posons la question en ces termes : à quoi, de quoi, s'occupent les géographes? De quoi s'occuperont-ils à l'avenir? La question nous est maintes fois posée, et nous sommes d'ailleurs les premiers à nous la poser entre nous, au fil des crises, d'introspection ou de légitimité, qui caractérisent de manière récurrente et spiralée la discipline ancestrale. Nous ne sommes sans doute pas les seuls, et peut-être apportons-nous volontiers des réponses qui pourraient être signées par d'autres spécialistes au sein des sciences humaines.

Jetez un coup d'œil sur les trois grandes colonnes consacrées par *Le Grand Robert* au verbe «témoigner» : un concept d'une étonnante richesse sémantique! Tout y est : certifier, attester, assurer, démontrer, exprimer, indiquer, révéler, faire connaître, porter témoignage, confirmer la valeur de quelque chose, voire, absente du *Littré*, l'idée, plus ambitieuse, d'être soi-même la marque, l'indice, la preuve et le signe de ce dont on témoigne tout en étant éventuellement la personne qui assiste à un évènement, qui est présente lorsque s'accomplit un fait, qui le perçoit et peut en garder la mémoire. Jusqu'à ces témoins qui servent de repère, de point de comparaison, dans une expérience, un essai, comme ces buttes de ma première formation aixoise, comme cette Suisse, «démocratie-témoin» où j'ai atterri après mon expérience québécoise et canadienne. Curieux de retrouver ces connotations géographiques chez cet autre Niçois lémanique, Michel Butor (1985), qui, dans *Emploi du temps*, reconnaissait qu'«ainsi, même en moi, [...] l'alluvionnement des heures a réservé certains espaces-témoins[...]».

Si je m'interroge en effet sur l'essence de ce que j'ai fait de ma vie de géographe en quelque 30 ans de carrière maintenant, dans et hors Université, dans et hors enseignement, le *témoignage* semble de fait rendre compte de l'essentiel, même lorsqu'il s'agissait simplement, en essayant de montrer en français, à partir de découvertes québécoises et canadiennes, et donc nord-américaines, la possibilité de passer à d'autres pratiques disciplinaires.

LES QUESTIONS DE LA GÉOGRAPHIE

Témoigner en répondant à des questions concernant l'espace et les relations (matérielles, mais aussi abstraites) qui s'y inscrivent, un espace que ces relations différencient, organisent et font évoluer de manière plus ou moins

satisfaisante pour des utilisateurs différents. Espace terrestre en tant que lieu et milieu de l'action humaine, le lieu et les milieux où les sociétés s'incarnent, en les modifiant et en les transformant, tout en étant, éventuellement, transformées par eux, à travers leur différenciation et leur organisation. Tel était le cadre dans lequel nous avons appris à travailler. Admettons-le sans fard. Au delà des questions quoi, où et comment, l'ambition du questionnement géographique reste modeste, même lorsque le «pourquoi» est mobilisé : «pourquoi ceci (ceux-ci) est-il (sont-ils) ici plutôt que là, à côté de ceci (ceux-ci) plutôt qu'à côté de cela (ceux-là)», la question se développant progressivement quand on ajoutera «évoluant comme ceci plutôt que comme cela», et, plus récemment, «avec tel résultat plutôt que tel autre, pour ceci (ceux-ci) plutôt que pour cela (ceux-là)».

J'ai maintes fois testé que ce type d'énoncé, et les pratiques analytiques qui en dérivent dans l'exercice consistant à géographiser un problème quelconque, énoncé dont la banalité peut paraître effrayante, est bien «engrammé», sous une forme ou une autre, par la grande majorité des étudiants et ce, en dépit de tous les oripeaux dont chacun de nous cherche à habiller sa définition de la discipline. Ce type de questionnement reste en effet fondamental. Aujourd'hui cependant, il s'inscrit dans des représentations beaucoup plus riches et plus complexes de ce qu'est l'espace géographique. La géographie a évolué en même temps que les représentations qu'elle s'est données de son objet central, représentations qui ont fondé de nouvelles approches et de nouvelles théories, tout autant que par l'évolution de ses méthodes, définissant ainsi de nouveaux paradigmes, exprimant de façon cohérente les nouvelles manières de concevoir les problèmes à poser et la manière de les traiter, propre à une génération particulière de l'histoire d'une discipline.

Non seulement la génération des années 1960, la mienne, a bien vu le mot *espace* remplacer *géographie*, et *spatial*, *géographique* (Ph. et G. Pinchemel, 1988), mais les acceptions du mot *espace* se sont multipliées : espace donné, déjà là, étendue, support et théâtre de l'action humaine, espace produit, social, créé par les sociétés et reflétant leur organisation sociale, généralement considéré comme exocentré et objectif, mais, dans le même temps, signe et signature d'une société, vécu, perçu, et donc égocentré, partiel, relatif, biaisé par la personnalité de chaque être, par des perceptions qui déterminent des pratiques, des attitudes, des comportements, des valorisations, autant de manières de voir ayant donné lieu à des focalisations, des valorisations ou des clefs d'analyse différentes dans la pratique de géographies partielles ou partiales, n'hésitant pas à se baptiser soudain, et pour un temps, géographie behavioriste, de la perception, puis des représentations ou de se réclamer explicitement d'une vision humaniste ou critique. L'essentiel était préservé dans la mesure où les relations étudiées restaient localisées, c'est-à-dire considérées dans leur étendue et dans leurs lieux et l'espace, tout ensemble approprié, exploité, parcouru, habité, géré, considéré tout à la fois comme produit et dimension des sociétés humaines, chacun de ces actes étant, à sa manière, producteur d'espace, imposant à l'espace des formes propres, en tirant parti tout en les remodelant (Brunet, 1990).

Ceuvre humaine, l'espace n'est pas produit à partir des seules réalités matérielles, la base infrastructurelle de la société, mais également à travers l'intervention des idées, des images, des codes de comportement, des systèmes de valeur, de tout ce qui, bien que n'étant pas matériel, a autant de réalité : les représentations mentales, ce que l'on pourrait appeler, dans une certaine mesure, l'idéologie. On comprend dans ces conditions que l'espace du géographe n'est pas une simple enveloppe des sociétés. S'il est, rappelle R. Brunet, leur produit, il est en elles comme leurs cultures et leurs histoires sont en elles. L'espace organisé n'est pas un simple produit : il est une dimension intrinsèque des sociétés.

Ayant ainsi défini son cadre d'analyse, la géographie a-t-elle encore un niveau de pertinence suffisant pour résister, comme telle, à l'éclatement auquel la conduisent les inévitables spécialisations thématiques ou techniques liées au traitement de l'information et de la communication, dans ses autoroutes comme dans ses chemins vicinaux et, d'autre part, mesure de ses progrès et de son importance, de son intégration partielle, morceau par morceau, dans des activités de recherche, voire dans des enseignements disciplinaires qui la mobilisent partiellement sans s'y réduire, voire enfin dans des reformulations passant par un effort de formalisation tel qui devient hors de portée de l'immense majorité de ses praticiens, comme c'est le cas avec la «nouvelle» nouvelle géographie économique des économètres? La question est vitale.

Elle engage toutes les représentations que nous pouvons nous donner de ce que sera la géographie dans les quelque 20 ans qui viennent. Reconnaissons que ces évolutions, déjà si bien entamées et auxquelles participent finalement nombre d'entre nous sans grand problème, sont inévitables, même si on n'en connaît pas encore, loin de là, les aboutissants et les éventuels effets pervers. Il n'en demeure pas moins que si certains d'entre nous et de nos jeunes diplômés réussissent si bien dans ces voies qui deviennent parallèles ou qui s'écartent carrément du noyau initial de leur formation, c'est sans doute qu'ils ont été formés et sont porteurs d'un noyau dur s'exprimant doublement, sur le plan théorique et sur le plan pratique, les ayant rendus capables d'entrer en matière dans la recherche des connaissances et du témoignage.

UN TÉMOIGNAGE MULTIDIMENSIONNEL

Témoignage? Le premier qui m'importât vraiment — j'en étais encore à préparer mon baccalauréat — vint d'un agronome, René Dumont, qui publiait alors *Terres vivantes*, chez Plon. Une découverte, au hasard des bonnes feuilles de *L'Express*, le début d'une correspondance et d'une rencontre, qui allait se renouveler, autre hasard, via l'Université de Sherbrooke et celle d'Ottawa, et que de façon plus inattendue encore j'ai retrouvé le 12 septembre dernier (1995), à Montréal. Il témoignait alors, avec le Groupe de recherche appliquée en macro-écologie (GRAME), devant la Commission chargée d'entendre les diverses opinions dans le cadre du débat public sur l'énergie et recommandant catégoriquement la poursuite du développement hydro-électrique (notamment le projet Grande Baleine) comme

élément essentiel d'une stratégie visant à débarrasser le Québec des combustibles fossiles qui causent l'effet de serre et les pluies acides. Témoignage d'agronome, pourquoi pas de géographe et d'une géographie ayant peut-être l'avantage d'offrir — «réfraction d'un univers à travers une intelligence» écrivait Max Sorre — une image dynamique, critique et réfléchie du monde structurée par une méthode assez calibrée, relativement au moins, pour autoriser une indispensable réflexion comparariste sur laquelle, tout compte fait, se fonde toujours l'élaboration théorique.

Le monde a encore et a de plus en plus besoin, à l'heure de la globalisation, de ces «ensembliers» comme disait si volontiers Jean Labasse, dont la culture va au devant de celle des autres et qui sont capables de mettre en perspective réciproque les différents niveaux de réalité vécue, en en identifiant les principales articulations, les médiations et, éventuellement, les médiateurs. À ma connaissance, la Cité a toujours besoin et aura toujours plus besoin de ce regard critique qui veut voir, sait voir et peut voir, comme l'écrivait un jour, dans ces *Cahiers*, Claude Raffestin (1981). J'ajouterai même, d'expérience helvétique, et contrairement à ce que j'ai longtemps pensé — en l'occurrence que la géographie appliquée supposait des gens formés au plus haut niveau —, qu'elle en a déjà besoin au niveau donné par la maîtrise.

Mais il y a plus. Si les représentations de l'espace se sont enrichies, comme les représentations de l'homme et du groupe social d'ailleurs, enrichissant du même coup les représentations des champs d'étude dont la géographie pouvait se saisir, les centres d'intérêt se sont également enrichis et déplacés. La vieille question du quoi et du où, du comment et du pourquoi, de la différenciation et de l'organisation de l'espace terrestre a suscité ses réponses. Successivement, ou plus exactement de manière spiralée, reprenant chaque fois tout ou partie de ce qui avait précédé ou mobilisant des problématiques différentes jugées complémentaires selon les échelles, celles-ci se sont structurées selon le modèle vertical des relations homme-milieu, relations entre les faits au sein des lieux, puis sur l'analyse horizontale, spatiale, des relations entre les lieux, à travers les concepts de mouvement et de diffusion, de points, de lignes, de gradients, de hiérarchies, de surfaces. Tout cela avant qu'on ne formalise un peu plus le double système de relations propre aux représentations systémiques et/ou structuralistes des années 1970, alors que d'autres s'épanouissaient dans le paradigme critique ou humaniste.

Les géographes tentèrent alors de passer des questions de forme aux questions de sens et d'intention. Ce faisant, ils découvraient toute l'importance des représentations sociales et de cette double herméneutique des sciences sociales chère à A. Giddens (1987) à propos des rapports entre sciences sociales et pouvoir, rapports imposant de tenir compte de ce savoir commun, celui des «acteurs compétents», qui véhicule des aboutissements et du savoir scientifiques. Le chercheur en sciences sociales prit également conscience de son rôle de «communicateur», devant intégrer les cadres de signification utilisés par les acteurs pour entremêler des illustrations fictives et des descriptions tirées des recherches, en bref l'intégration de l'action humaine et des structures sociales. On connaît mieux la suite, que les chercheurs les plus avancés vivent depuis les années 1980 en

s'efforçant de dépasser, dans leurs préoccupations, les structuralismes rigides et économistes qui avaient discipliné, d'un côté, l'essentiel de la recherche marxiste et, d'un autre, les postulats volontaristes d'individus autonomes tapis au cœur de la géographie humaniste et behavioriste.

À l'heure où s'imposent, dans les faits comme dans les esprits, l'effacement des distances et l'uniformisation des modes de consommation, la mondialisation de l'économie et la globalisation des problèmes écologiques, ce n'est pourtant pas l'effacement des différences qui pose problème à la géographie et s'impose comme problématique dominante de la décennie courante. La tâche de la géographie consiste plutôt à théoriser l'identité (Jones et Moss, 1995) et à comprendre les tenants et aboutissants, à toutes les échelles, des quartiers urbains aux continents eux-mêmes, en passant par les revendications nationalistes et ethniques, d'une société plurale et pluraliste, se jouant sur le sang et l'appartenance, sur l'intégration ou l'exclusion. Alors que se pose dans tous les cas le problème de la recherche d'une nouvelle citoyenneté (Touraine, 1991) dans une démocratie toujours menacée ou à réinventer, inscrite dans le respect des grands équilibres écologiques. Qui va vraiment chercher à en dégager les tenants et aboutissants, les mettre bout à bout d'une telle manière qu'ils témoignent des enjeux en cours aux yeux des citoyens, des médias et médiateurs, des décideurs et des responsables politiques enfin? Qui, aujourd'hui, est globalement formé à cette «vision géopolitique du monde» — laissons de côté le qualificatif de «saine» dont il l'affuble — qu'évoquait tout récemment Paul Claval (1995) dans le collectif *Penser la terre. Stratèges et citoyens : le réveil des géographes*. Pour le moins discutable et discuté, incroyable de suffisance franco-française (cf. "La table ronde imaginaire", p. 228, par exemple), ce recueil de textes est bien significatif d'une ambition nouvelle et, somme toute, légitime et légitimée, sinon par la place que s'approprient à donner à la géographie nos universités et nos collègues d'autres disciplines, du moins par l'ensemble de ceux auprès desquels nous avons appris à témoigner (voir aussi l'opinion de F. Hulbert concernant ce collectif). Mais qui nous a formé à cette fin, à être ces témoins et peut-être déjà ces résistants des «régions heureuses», porteurs de sens dans une communauté, dans des collectivités si facilement déboussolées. «Expliquer comment le monde évolue dans ses différentes parties» : comme Olivier Dollfus (1995), je n'arrête pas de penser que «cela est, réellement, une création continue».

Il n'y a aucune raison plausible pour que, dans notre monde si rapidement changeant, cela s'arrête, et que s'arrêtent par la même occasion nos explorations, celles des «îles et continents de l'humanité» chères à Bill Bunge, pour autant qu'on donne aux futurs géographes les moyens, théoriques et techniques, d'une ambition qui elle aussi doit se renouveler, qu'il s'agisse de connaître ou de témoigner, serait-ce pour rappeler aujourd'hui, à l'heure où il «disparaît au profit des immeubles en béton, des autoroutes, des voies ferrées à grande vitesse, mais aussi des paysages virtuels de la télévision», le décor du *Temps des collines* (George, 1995) et le lien d'intimité fort et ancestral entre un paysage permanent et ses habitants. À l'heure où le terreau des banlieues françaises devient pour certains synonyme de terrorisme et d'islam, n'est-ce pas au géographe de remettre les choses à leur juste place, de dévoiler les tenants et aboutissants de changements

ayant pour origine les transformations socio-économiques plus générales ayant concerné les zones urbaines? À l'heure où, parallèlement, l'idéologie post-moderne du recours aux sources se transforme en simple art de la citation et en collage reproduisant partout les mêmes formes (de Vancouver au Cap en passant par Baltimore, les mêmes *waterfront*) obéissant aux mêmes intentions de profit, ne nous appartient-il pas de dire et de montrer comment a été totalement détourné le bateau philosophique et critique initialement proposé? Deux exemples parmi tant d'autres.

DES LIENS ET DES LIEUX À DÉVOILER

Les liens et les lieux qu'il nous appartient de dévoiler aujourd'hui sont sans doute différents. On sait que l'interprétation des paysages et la manière de les dire supposent tout à la fois le rapport à l'histoire et l'intelligence d'autres médiances (Berque, 1995). Machine à produire et à consommer, habiter et circuler, disaient de la ville les urbanistes de la Charte d'Athènes. Mais faite aussi, ô combien, de chair et de sang, celle et celui des hommes et des femmes qui l'habitent et l'animent de leur passion d'exister et du sens concret, quotidien, que prend leur existence, passant, comme l'écrivait George Perec, «d'un espace à un autre en essayant, le plus possible, de ne pas se cogner»: toute une vie sociale à dévoiler en reconnaissant l'impossibilité de réduire la ville à ses trames morphologiques, socio-ou structuro-fonctionnelles, celles de l'accumulation et de la compétition des hommes et des activités, en oubliant le poids des dimensions socio-affectives et oniriques (Remy et Voyé, 1992).

Celles-ci sont souvent irréductibles aux catégories et aux exigences matérielles auxquelles répond la ville et dont s'est longtemps nourrie, très légitimement d'ailleurs, la recherche. Des parties entières de nos villes sont utilisées en vue de nouvelles fonctions, de nouvelles activités et de nouveaux groupes sociaux. L'espace urbain est tout à coup doté, tout à la fois, de grande malléabilité et d'indétermination, relevait B. Secchi en 1990: «ce qu'on considérait depuis longtemps comme une résidence semble pouvoir faire fonction de bureau, ce qui était fabrique, c'est-à-dire le lieu de travail, devient résidence; les quartiers pauvres de la ville deviennent des quartiers snob et de luxe, l'architecture pauvre devient monument. Des échelles de préférences, de jugements, et de valeurs (valeurs monétaires et valeurs de position) sont bouleversées et renversées». La multiplication des intérêts géographiques va de pair. Si le monde continue à changer, la manière d'en rendre compte géographiquement également, et ce, même à l'intérieur d'un même paradigme. L'élargissement des fonctions et des problèmes de la ville continue de transformer et de réorienter le discours de la géographie urbaine en sollicitant l'intérêt pour de nouvelles perspectives. Pris entre mouvements centrifuges et centripètes, l'espace urbain continue d'offrir un laboratoire de choix à l'étude et aux mesures comparées: concentration, déconcentration, suburbanisation, exurbanisation, rurbanisation, dispersion, contre-urbanisation, désindustrialisation diffuse, tertiarisation sélective, furent successivement au cœur des préoccupations, comme le sont aujourd'hui les

phénomènes de métropolisation et le défi au modèle monocentrique (Berry et Kim, 1993).

Qui va tenir la chronique de ces changements, sinon les géographes? Qui va assumer, dans l'observation du monde et de l'espace, outre la fonction de connaissance et la fonction relationnelle du chercheur, cette indispensable fonction critique liée à une vigilance permanente et au besoin à la résistance d'un individu inscrit dans l'univers social et ses communautés d'appartenance, résistance s'exprimant dans le témoignage justement, et l'énonciation des vérités qu'il découvre?

LA MULTIPLICATION DES CENTRES D'INTÉRÊT GÉOGRAPHIQUES

Dans ce domaine comme dans d'autres, les géographes apportent quotidiennement la preuve de leur présence attentive au monde, comme ils le font, à une autre échelle, en matière de mondialisation des échanges, de territorialisation et déterritorialisation, de délocalisation des phénomènes, de flux de toutes sortes, sachant bien, comme le dit habilement Yves Lacoste (1995), que si délocalisation il y a, «cela ne veut pas dire qu'il n'y ait plus localisation». Qui d'autre que le géographe, dans sa saisie de la ville, saura être, seul ou à travers d'autres collègues, et dans les termes de la géographie économique, sensible à une géographie des espaces de bureau, de la haute technologie, dans ceux de la géographie sociale, à une géographie des «genres» ou des rapports spécifiques qu'entretiennent à l'espace les hommes et les femmes (Villeneuve et Rose, 1988; Villeneuve, 1991) et une analyse des mutations sociales du centre urbain liées au phénomène de «gentrification» (Bourne, 1994; Ley, 1994)? Le rôle du contrôle institutionnel et politique ne reçoit-il pas, dès la fin des années 1970 d'ailleurs, une attention croissante, éclairant le caractère «turbulent» des systèmes urbains et les incertitudes que viendront partiellement prendre en compte l'apparition, dès les années 1980, dans la recherche géographique, des modèles dynamiques inscrits dans la théorie de l'auto-organisation ou de la synergie, formalisée tant par l'École de Bruxelles avec I. Prigogine autour de P.-M. Allen que par les chercheurs de Stuttgart autour de H. Haken, et qui ont été introduites en France par D. Pumain, L. Sanders et T. Saint-Julien (1989)?

C'est ainsi que s'annoncent, tout en reposant sur des méthodes encore classiques, à ceci près que le qualitatif voisine maintenant volontiers avec le quantitatif, une géographie des institutions, une géographie des espaces d'activité, une géographie des acteurs, à tous les niveaux. Tous contribuent à une nouvelle connaissance générale, produisant une nouvelle image du pays urbain, tandis que, parallèlement, une géographie du bien-être social et de la qualité de la vie, une géographie des préoccupations du public aussi, continuent d'interpeller le monde et que l'extraordinaire renouveau de la géographie culturelle ouvre sa porte à des voies et voix nouvelles, que l'on commence à entendre bien en dehors du cercle étroit des géographes.

Pour de mauvaises raisons? Certains le disent, à l'heure de la renaissance et de la généralisation des questions identitaires, à toutes les échelles, de la plus personnelle, celle où le moi se dilate, à l'échelle des tribalismes ou des nationalismes. Dans quelle autre discipline la formation passe-t-elle par la reconnaissance explicite des tensions entre l'universel et le particulier, quelle discipline peut-elle légitimement se définir, aujourd'hui plus que jamais, comme connaissance des connaissances et des pratiques que les sociétés ont de l'espace, comme réflexion explicite sur la territorialité humaine, ensemble des relations que les hommes, et partant le groupe social, entretiennent avec l'altérité et l'extériorité environnementale et sociale? Plus que jamais le monde a besoin d'entendre expliciter ces relations, alors même qu'il a besoin de découvrir et peut-être d'inventer les lieux les plus propices à l'interculturalité.

Les villes seraient-elles les trous noirs où les spécificités sont perdues? Une question parmi d'autres possibles. Peut-être, finalement, que l'avenir et la place de la géographie dépendront des questions qu'elle saura poser et auxquelles elle saura légitimement répondre en des termes tout à la fois compréhensibles par chacun et marqués au fer rouge de la fiabilité méthodologique. Des questions fondées sur la découverte des principaux enjeux de la recherche et de l'action en la matière, permettant simultanément le témoignage et la résistance éventuelle. Certaines sont simples, leur intérêt et leur pertinence sociale se renouvelant pratiquement au jour le jour : qui construit la ville à l'heure actuelle? Qui vit dans la ville? Qui décide dans la ville? La question des inégalités aussi, même si celles-ci ne sont plus à démontrer. Ce qui y conduit mérite sans doute d'être revu périodiquement. Mais il s'agit aussi de savoir si nous sommes dans une société qui va de plus en plus spatialiser ces inégalités, à toutes les échelles encore une fois, et qui va les rendre dans une certaine mesure irréversibles ou, au contraire, dans une société qui va pouvoir les traiter, en se fondant sur les valeurs de dignité et d'enracinement. Au géographe, parmi d'autres certes, mais d'une manière enrichie par sa méthode évidemment comparative, de se demander si nos sociétés portent en elles-mêmes la capacité de réduire les écarts et surtout si elles n'y poussent pas par leurs propres divisions du travail, par leurs propres statuts modifiés du travail, par leurs propres systèmes de valeurs.

Encore qu'il faille se méfier parfois et s'armer de prudence. Recueillons ce conseil d'A. Tarrus (1992, p. 48), à propos de l'analyse des Docklands à Londres : «micro-événements et micro-lieux sont d'une part source de complexification des questionnements et d'autre part exigent de nous l'entrée dans les univers autres qui requièrent notre attention. Si le statut de l'homme en société est marqué par sa situation hybride de sujet et d'objet, combien plus celui du chercheur qui, sujet lui-même, observe les entrelacs de ces subjectivités. L'épreuve de l'immersion est une nécessité qui nous permet de dépasser, tout en les utilisant, la rigidité des concepts qui fonctionnent en premier lieu comme des *a priori*, guides de nos premiers pas. L'objectivation qu'impliquent les pratiques de recherche exclusivement énumératives, avec leurs si logiques quantifications, est source de l'invention d'une pauvre 'réalité' bien amputée des conditions de l'advenue en des lieux toujours singuliers, au cours d'une histoire locale toujours spécifique, d'interactions sociales toujours originales qui se donnent à voir sur le mode sensible de la rencontre.

Quelle folie marque donc cette obstination de bien des démarches en sciences sociales à tenter de découvrir en tous lieux des processus généralisables, alors même que la compréhension des modalités de particularisation des rapports sociaux, et leur incessante comparaison de lieux à lieux, informe bien davantage sur la situation d'une société globale?»

Qu'il existe des spécificités irréductibles, personne n'en a jamais douté en fait dans le milieu des géographes. Faut-il pour autant remettre en question l'idée de ville et la manière de la penser et de la juger, ne serait-ce que dans son évolution formelle? Faut-il se pencher sur ces autres réalités de la ville, que sont, au delà du ou corrélativement au déclin de la base économique, la détérioration de l'environnement, l'accroissement de la ségrégation résidentielle, l'incertitude et l'inquiétude sociales, le stress fiscal, autant de composantes de la «vie dans les villes»? Si celle-ci fait aujourd'hui problème, et de plus en plus, la réflexion prospective sur l'urbain ne doit-elle pas en tenir compte, même si personne n'oubliera plus les déterminations externes de la vie interne?

DES LIEUX À INVENTER?

Et, pourquoi, plus précisément, n'appartient-il pas au géographe de se demander quels sont, où sont, à l'heure des cités multi-ethniques, les lieux de la rencontre sociale et, plus précisément, ces lieux de l'interculturalité. Faut-il rappeler ici que l'une des conclusions majeures auxquelles aboutissent les travaux récents sur les facteurs contribuant à la réussite — ou à l'échec — de l'intégration est l'importance des formes de participation des individus à une multitude de réseaux définissant l'intensité du lien social. L'existence de réseaux propres à certains groupes issus de la migration peut dès lors être vue comme une marque de différenciation, voire de ségrégation, au même titre que le lieu de résidence. L'espace joue un rôle clé dans cette problématique, dans la mesure où l'intensité des réseaux y génère des phénomènes de mouvement et de circulation, révélateurs de nouvelles structures dans nos agglomérations. Ce marquage spatial, en tant que manifestation du lien social, ne représente-t-il pas un enjeu central en matière de cohabitation des populations à l'échelle urbaine? C'est cette dimension spatiale de l'intégration, matérialisée par l'émergence de lieux et de territorialités spécifiques, qu'il convient au géographe d'explicitier. Qui d'autre que le géographe, — et certains sociologues urbains — se proposera d'étudier la distribution spatiale de ces lieux providentiels, tout comme le contexte historique et politique de leur émergence, s'efforçant de saisir la manière dont ils sont pratiqués par les acteurs sociaux? Qui, sur le plan pratique, s'efforcera de décrire les instruments permettant l'amélioration de la communication interculturelle dans le contexte urbain, des lieux où, selon un joli mot d'A. Medam (1988), il y aurait du jeu, où l'immigrant, enfin, pourrait «sortir de sa sortie»?

DES CHERCHEURS D'INTERFACE

J. Remy, L. Voyé, A. Medam, A. Tarrius et, pourquoi pas, M. Castells, A. Touraine! Autant de sociologues, tour à tour mobilisés dans cette rapide réflexion. Certes, le géographe ne saurait s'y prendre seul. Et tel professeur d'urbanisme, tel François Ascher (1995), peut nous faire l'heureuse surprise d'une réflexion tout à fait magistrale et accessible sur le phénomène urbain. Tout en résistant comme nous (Racine, 1994; Cunha et Racine, 1994) aux sirènes annonçant la mort de la concentration urbaine sous prétexte de dialectique de fonctionnement entre ville et nouvelles technologies de la communication, Ascher estime comme nous que les métropoles continuent et continueront de grandir, de concentrer une partie croissante des hommes et des richesses, de s'étendre sur des territoires de plus en plus vastes, d'intégrer dans leur système quotidien des zones urbaines et rurales de plus en plus éloignées. Mais il suffit de compter la place qu'occupent, tant dans son argumentation que dans les faits qu'il mobilise, les travaux géographiques, pour perdre tout complexe à cet égard. Ils sont partout.

Soyons plus précis. On constatera chez les meilleurs économistes spatiaux que, contrairement à l'analyse économique sommaire qui aurait pu faire penser que la baisse des frais de transport allait permettre aux agents économiques de bénéficier de plus de liberté dans le choix de leur implantation, favorisant ainsi une plus grande homogénéisation de l'espace, les entreprises, et par ricochet les ménages, ne deviennent pas indifférents à leur localisation lorsque les frais de transport baissent de manière importante (Puig et Thisse, 1994; Thisse, 1993, 1994). Au contraire, les effets d'entraînement créés par la baisse des coûts de transport ont favorisé la formation d'un nombre relativement restreint de pôles de développement. En dépit des délocalisations, la polarisation est et demeure, pour une bonne part, la facette territoriale du processus général de croissance économique et ce, pour toute une série de raisons qui vont du fait que la concurrence spatiale est de nature oligopolistique ou, pour le moins, monopolistique, à l'idée que les configurations d'équilibre les plus probables impliquent une forte polarisation de l'espace. En passant d'ailleurs par les explications plus traditionnelles en termes d'interaction entre marché des biens et marché du travail, en termes d'externalités de proximité ou de décloisonnement des marchés favorable à l'accentuation de la concurrence, qui conduit les entreprises à reconstituer leur pouvoir de marché au travers de la différenciation de leurs produits.

«Autant de phénomènes de complexification de l'économie qui la contraignent, pour son bon fonctionnement, à une simplification de sa géographie» écrira joliment J. Thisse (1994). Bref, de bonnes raisons auxquelles les nouveaux économistes géographes associent l'idée que la formation de grandes métropoles est non seulement stable, mais souvent — sinon toujours, car il y a l'héritage de l'histoire et la possibilité d'accidents — socialement optimale pour le consommateur dans l'arbitrage spatial qu'il pratique entre ses coûts et ses opportunités, quand il se décide pour l'habitat en métropole plutôt qu'ailleurs.

De la même manière que dans une économie politique étudiant la lutte des hommes contre la rareté et en oubliant les composantes spatiales et territoriales,

son absence dans les réflexions critiques et actives à venir serait sinon rédhibitoire, du moins largement appauvrissante. Même si le déterminisme de nos ancêtres s'est évanoui, les lieux, les espaces, les paysages et les territoires de la géographie, les choses de l'environnement et la représentation de ces choses continueront à compter dans les décennies qui viennent. En d'autres termes, «Geography matters» (Massey et Allen, 1984).

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN, J. et HAMMETT, Ch. (1995) *A Shrinking World? Global Unevenness and Inequality*. Open University and Oxford University Press.
- BERQUE, A. (1995) *Les raisons du paysage, de la Chine antique aux environnements de synthèse*. Paris, Hazan.
- BERRY, B.J.L. et KIM, H.M. (1993) Challenges to the Monocentric Model. *Geographical Analysis*, 25(1) : 1-4.
- BOURNE, L. (1995) The Role of Gentrification in the Changing Ecology of Income. Evidence from Canadian Cities and Implications for Further Research. In G. Braun (éd.) *Managing and Marketing of Urban Development and Urban Life*. Actes de l'IGU — Commission on Urban Development and Urban Life, Berlin, 15-20 août, Berlin, Éditions Dietrich Reimer, pp. 561-574.
- CASTELLS, M. (1984) *Towards the Informational City? High-Technology, Economic Change and the Spatial Structure : Some Explanatory Hypothesis*. WP-430, Institute of Urban and Regional Development, University of California, Berkeley.
- CLAVAL, P. (1995) Crise et renouveau de la géographie. In *Penser la géographie, Autrement*, n° 152, janvier 1995 (voir aussi, même ouvrage, les interventions ponctuelles de P. Claval, Y. Lacoste et O. Dollfus, dans "Table ronde imaginaire", pp. 194-231).
- CUNHA, A. et RACINE, J.-B. (1994) *Changement structurel et évolution du réseau urbain helvétique*. Berne, FNRS, PNR 25.
- GEORGE, P. (1995) *Le Temps des collines*. Paris, La Table Ronde.
- GIDDENS, A. (1987) *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*. Paris, PUF.
- JONES III, J.P. et MOSS, P. (1995) Guest Editorial. *Environment and Planning D. Society and Space*, 13 : 253-257.
- LEY, D. (1994) Gentrification and the Politics of the New Middle Class. *Society and Space*, 12 : 53-74.
- MASSEY, D.B. et ALLEN, J. (1984) *Geography Matters! : A Reader*. Cambridge, Cambridge University Press, (Open University text book).
- MEDAM, A. (1988) *Le tourment des formes*. Paris, Méridiens/Klincksieck.
- MOUFFE, C. (1995) Post-Marxism : Democracy and Identity. *Environment and Planning D. Society and Space*, 7 : 327-345.
- PUMAIN, D. , SANDERS, L. et SAINT-JULIEN, T. (1989) *Villes et auto-organisation*. Paris, Economica.
- RACINE, J.-B. (1994) La Suisse urbaine à l'orée du 3^e millénaire : risques et défis d'un changement non programmé. *Geographica Helvetica*, 2(49) : 47-52.
- RAFFESTIN, C. (1981) Québec, comme métaphore. *Cahiers de géographie du Québec*, 25(64) : 61-69.
- REMY, J. et VOYÉ, L. (1992) *Pour une nouvelle approche de la ville*. Paris, L'Harmattan.
- TARRIUS, A. (1992) *Les fourmis d'Europe, migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*. Paris, L'Harmattan.

-
- THISSE, J.-F. (1993) Oligopoly and the Polarization of Space. In *Papers and Proceedings of the European Economic Association*, 37, pp. 299-307.
- (1994) Équité spatiale. In J.-P. Auray, A. Bailly, P.-H. Derycke et J.-M. Huriot (éds) *Dictionnaire des concepts de l'analyse spatiale*. Paris, Economica.
- TOURAINÉ, A. (1991) Face à l'exclusion. In J. Baudrillard, G. Lipovetsky et al. *Citoyenneté et urbanité*. Paris, Esprit, pp. 165-173.
- VILLENEUVE, P. (1991) Les rapports femmes-hommes en milieu urbain : patriarcat ou partenariat? *Cahiers de géographie du Québec*, 35(95) : 385-401.